

Conditions d'utilisation des contenus du Conservatoire numérique

1- [Le Conservatoire numérique](#) communément appelé [le Cnum](#) constitue une base de données, produite par le Conservatoire national des arts et métiers et protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle. La conception graphique du présent site a été réalisée par Eclydre (www.eclydre.fr).

2- Les contenus accessibles sur le site du Cnum sont majoritairement des reproductions numériques d'œuvres tombées dans le domaine public, provenant des collections patrimoniales imprimées du Cnam.

Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 :

- la réutilisation non commerciale de ces contenus est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur ; la mention de source doit être maintenue ([Cnum - Conservatoire numérique des Arts et Métiers - http://cnum.cnam.fr](#))
- la réutilisation commerciale de ces contenus doit faire l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service.

3- Certains documents sont soumis à un régime de réutilisation particulier :

- les reproductions de documents protégés par le droit d'auteur, uniquement consultables dans l'enceinte de la bibliothèque centrale du Cnam. Ces reproductions ne peuvent être réutilisées, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.

4- Pour obtenir la reproduction numérique d'un document du Cnum en haute définition, contacter [cnum\(at\)cnam.fr](mailto:cnum(at)cnam.fr)

5- L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

6- Les présentes conditions d'utilisation des contenus du Cnum sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

NOTICE BIBLIOGRAPHIQUE

Auteur(s)	Casalonga, Dominique-Antoine (1837-1903)
Titre	L'Exposition universelle française de 1900-1901 : Historique de la proposition qui en fut faite en novembre 1889
Adresse	Paris : Imprimerie et bureaux de la Chronique industrielle; [1901]
Collation	1 vol. (30 p.), 21 cm
Nombre de vues	32
Cote	CNAM-BIB 8 Xae 401
Sujet(s)	Exposition internationale (1900 ; Paris)
Thématique(s)	Expositions universelles
Typologie	Ouvrage
Langue	Français
Date de mise en ligne	01/03/2023
Date de génération du PDF	01/03/2023
Permalien	http://cnum.cnam.fr/redir?8XAE401

8^o Xae 401
8^o 606

L'EXPOSITION UNIVERSELLE FRANÇAISE

DE

1900 - 1901

HISTORIQUE

DE LA

PROPOSITION QUI EN FUT FAITE

en Novembre 1889

PAR

D.-A. CASALONGA

Ingénieur civil



PARIS

Imprimerie et Bureaux de la « CHRONIQUE INDUSTRIELLE »

15, rue des Halles, 15



Droits réservés au [Cnam](#) et à ses partenaires

L'EXPOSITION UNIVERSELLE FRANÇAISE

EN

1900-1901

Les lecteurs de la *Chronique Industrielle*, aujourd'hui que l'on reprend devant le Parlement, au gouvernement et dans la presse, l'idée d'une Exposition en 1900, se souviennent peut-être des articles que nous avons publiés en novembre 1889, à l'issue même de l'Exposition universelle (nos 46 et 47), sur les motifs qui militaient, pour qu'une Exposition française du xx^e siècle fut décidée.

En présence des revendications et des plaintes qui se sont produites de l'autre côté des Vosges, il nous a paru utile de rappeler ces articles, et aussi tous les efforts, toutes les démarches, que nous fîmes alors, pour arriver à implanter cette idée dans l'esprit public, en même temps que dans celui du gouvernement.

De tous nos confrères, qui connurent alors notre campagne, un seul jusqu'ici, semble-t-il, s'en est souvenu ? C'est le *Génie*, dont nous remercions sincèrement la Rédaction, encore qu'elle ne se montre pas tout à fait bien renseignée, et qui, dans son numéro du 30 juin dernier, consacre un article de fond à :

« *L'Exposition universelle du vingtième siècle.* »

Nous commencerons dans notre prochain numéro la publication de l'historique de notre campagne de

1889-1890, en faveur de la future Exposition inaugurale du vingtième siècle.

Notre premier document sera la lettre que nous eûmes l'honneur d'adresser à M. le Président de la République Française, lettre suivie de deux autres : l'une adressée à M. le Ministre du Commerce et de l'Industrie, *Président du Conseil des Ministres*, l'autre à M. le Président du Conseil municipal de Paris.

La pensée que nous exprimâmes alors était issue du triomphe de l'Exposition de 1889, triomphe à la fois industriel, commercial et politique. En lisant quelques journaux du temps, on peut voir que certaines nations accusaient la France de nourrir des projets agressifs.

Le *Times*, faisant un éloge pompeux de M. Crispi, nous accusait de créer un parti hostile à l'Italie ; lord Salisbury, d'un ton un peu acerbe, laissait à peine entrevoir que quelques concessions diplomatiques pourraient nous être faites, mais seulement en échange d'une renonciation, de notre part, à exiger l'évacuation de l'Égypte. C'était l'époque des voyages de l'empereur Guillaume, alors élève docile du puissant chancelier. A l'intérieur, le gouvernement était encore sous le coup d'une entreprise redoutable et redoutée, à la conjuration de laquelle le succès de l'Exposition n'avait pas été et ne resta pas étranger.

Commentant le discours de lord Salisbury, la presse allemande se demandait, *abstraction faite des espérances vagues et des pensées de* DERRIÈRE LA TÊTE *de la France*, si celle-ci avait une politique extérieure et laquelle ?

On reconnaissait volontiers à Berlin, « que la France, délivrée du cauchemar boulangiste, pouvait se vanter des résultats de sa grande œuvre de paix : l'Exposition qui venait de finir. Mais,

« demandait-on, continuera-t-elle à marcher dans
« cette voie?... à considérer comme un de ses de-
« voirs de contribuer au maintien de la paix? à per-
« suader les gouvernements et les peuples de la
« sincérité de ses sentiments pacifiques!... »

C'est de ces circonstances, de ces considérations,
de ces sentiments de suspicion marqués par quel-
ques-uns, que naquit l'idée de l'Exposition inaugu-
rale de 1901.

Esquissée dans le n° 46 de la *Chronique Indus-
trielle*, elle y paraissait le 10 novembre 1889 (1),
après avoir été exposée en ces termes à M. le Pré-
sident de la République :

« Paris, le 9 Novembre 1889.

« A MONSIEUR LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE.

« Monsieur le Président,

« *L'Exposition Universelle, qui vient d'arriver
si brillamment à son terme, a eu un succès que nul
ne saurait contester.*

« *Il est à supposer que d'autres peuples voudront
rechercher un semblable succès, en décidant de faire
une Exposition Universelle qui corresponde à l'une
des dates les plus importantes de leur Histoire.*

(1) **L'EXPOSITION UNIVERSELLE
de 1901**

Il s'agit, chers lecteurs, oui, de la prochaine Exposition uni-
verselle de Paris en 1901 !

Je vois déjà sourire, boudier peut-être, quelques-uns d'entre
vous. D'aucuns même sans doute, surtout parmi les mécon-

« *Déjà les États-Unis se proposent d'ouvrir une telle Exposition en 1892 (1).*

« *Une prochaine date Centenaire qui peut s'appliquer aussi bien à l'histoire d'une Nation qu'à celle de l'Humanité, est celle qui va commencer bientôt un nouveau siècle, que chaque pays doit s'efforcer de rendre illustre parmi les siècles écoulés.*

« *C'est pourquoi, Monsieur le Président, j'ai l'honneur de vous exposer respectueusement qu'il me paraît digne de la France, de son histoire, de son génie, de ses principes, d'inaugurer le vingtième siècle par une nouvelle Exposition Universelle à Paris.*

« *A la France, qui a proclamé, il y a cent ans, les Droits de l'Homme et jeté les semences de la Liberté au sein de tous les peuples civilisés, il appartient d'ouvrir l'ère d'un nouveau siècle par une ma-*

tents, hausseront les épaules ; mais est-ce si extraordinaire, après le succès de l'Exposition qui vient de fermer ses portes sur une foule immense qui a eu de la peine à pouvoir la quitter, de prévoir une nouvelle Exposition par laquelle la France inaugurerait le vingtième siècle par une imposante manifestation pacifique du travail des peuples !

Il faut, dès à présent, s'habituer à ce projet ; il n'en faut pas laisser la gloire à aucune autre nation ; il faut que l'opinion publique pousse le gouvernement français à prendre possession de cette date et à marquer dans l'Histoire, à la naissance d'un nouveau siècle, le signe éclatant d'une ère de paix et de progrès, par le travail.

Que ceux qui ont cru que l'Exposition de 1878 était la dernière, et qui croient encore que tout au moins c'est celle de 1889 qui le sera, conviennent de leur erreur. Déjà s'annonce pour 1892, l'Exposition universelle qui très probablement aura lieu à Chicago, et une autre Exposition peut avoir lieu encore entre 1892 et 1901.

(1) On sait qu'elle fut reculée à 1893.

gnifique et Universelle Fête du libre travail en édifiant les plus beaux Temples, et en les ouvrant, aux œuvres de la Paix.

« En faisant connaître, dès maintenant, sa résolution, la France s'assurerait le privilège de cette grandiose et noble entreprise, en même temps qu'elle donnerait au monde une nouvelle preuve de ses intentions pacifiques. Et, en raison de la grandeur morale et matérielle de l'œuvre, il ne serait pas trop tôt d'en étudier déjà l'organisation et d'y convier tous les artisans en les engageant à se préparer à y prendre part,

« Je me garderais, Monsieur le Président, d'exprimer ici aucune vue spéciale au sujet de la réalisation de ce projet auquel il est peu de Français, j'en ai la conviction, qui ne seraient heureux de lui voir donner la haute approbation du premier magistrat de la République. En l'appuyant, de votre au-

L'esprit humain, en travail, ne connaît pas le repos, parce que tout change et se renouvelle dans l'ordre moral et intellectuel comme dans l'ordre matériel ou physique. A une génération usée ou lasse succède une génération ardente et active.

En tout cas, quelles que soient les opinions que l'on peut émettre au sujet des Expositions universelles, suivant les intérêts que l'on peut ou non y avoir, personne ne saurait trouver mauvais qu'une Nation généreuse, redevenue forte par le travail, animée, malgré ses regrets, de sentiments pacifiques et libéraux, veuille se faire gloire de dédier au prochain nouveau siècle un magnifique Temple de la Paix, qui décourage, ou retarde, tout au moins le plus longtemps possible, les meurtrières entreprises de la guerre.

Pour que l'œuvre soit plus grande encore et plus belle, dans son essence comme dans ses résultats, qu'on en adopte le projet au plus tôt, qu'on en étudie l'organisation avec la récente expérience acquise, et que, dès à présent, l'on s'y prépare.

D.-A. CASALONGA.

torité, vous assureriez à la France, dans douze ans d'ici, un honneur dont tous les peuples justes la trouveraient digne, et je vous sais, comme tout bon Français, trop soucieux de l'honneur national, pour ne pas espérer que vous appuierez cette simple pensée auprès de Messieurs les Ministres, auxquels je me propose de la soumettre.

« J'ai l'honneur d'être,

« Monsieur le Président,

« Votre dévoué et respectueux serviteur

« D.-A. CASALONGA »

Cette lettre fut aussitôt suivie de celle-ci :

« Paris, le 9 novembre 1889.

*« A MONSIEUR LE MINISTRE DU COMMERCE,
DE L'INDUSTRIE ET DES COLONIES,
« PRÉSIDENT DU CONSEIL.*

« Monsieur le Ministre,

« J'ai eu l'honneur d'exposer, à monsieur le Président de la République, l'opportunité et l'intérêt qu'il y auratt, pour la France, à décider, dès maintenant, qu'elle inaugurerait le vingtième siècle par une nouvelle Exposition universelle.

« Ce n'est pas à M. le Ministre du commerce, Commissaire général de l'Exposition qui vient de fermer ses portes dans tout l'éclat de son triomphe, qu'il convient de montrer quels ont été les grands et heureux résultats de tout ordre, que l'on peut rattacher à cette Exposition.

« Sera-ce la dernière? Oui, ai-je entendu répondre déjà trois fois, en 1867, en 1878, et encore en cette

année 1889, par certains esprits las ou chagrins, sinon un peu mécontents. Mais la loi impérieuse du travail montre bientôt à chacun, aux arrivés comme à ceux qui aspirent à parvenir par les voies légitimes et honorables du travail, la nécessité de la lutte. Aussi, monsieur le Ministre, quelle que puisse être l'opinion de quelques-uns, on ne peut douter que, dans peu d'années d'ici, celle des plus timorés, des plus sceptiques, sera acquise à l'idée d'un nouveau grand concours, à Paris, dans un délai normal, ayant permis aux semailles de l'Exposition de 1889 de porter leurs fruits.

« Parmi les dates que l'on peut choisir, sans inquiéter la conscience des plus susceptibles, sans faire naître, entre les diverses nations, aucune divergence de vues ou d'intérêts, la date prochaine de 1901 qui ouvrira les portes du Temps aux cent années d'un nouveau siècle, m'a paru être la plus favorable. Si bien que, pour éviter toute compétition, j'ai pensé qu'il ne faudrait pas la laisser choisir par une autre nation, estimant qu'un tel honneur doit être, sans retard, revendiqué par la France.

« Le grand succès de notre Exposition, ses heureux résultats, malgré l'abstention de quelques gouvernements, le désir de montrer au monde que la République française ne nourrit aucune pensée agressive, sont autant d'arguments qui justifieraient la pensée qu'aurait la France de vouloir commencer, par une grande manifestation du travail, l'illustration d'un prochain siècle auquel est réservé peut-être l'accomplissement de grandes choses.

« Si, monsieur le Ministre, vous étiez de l'avis qu'une telle pensée n'est pas déraisonnable, il ne faudrait ni s'attarder pour la présenter aux Chambres en provoquant l'appui de l'opinion publique, ni s'attarder non plus pour l'étude de la question.

« Il faut éviter les incertitudes, les hésitations, les retards, les constructions et les dispositions hâtives.

« Le Champ-de-Mars et l'Esplanade des Invalides

étant choisis (1), et il me semble difficile qu'il en soit autrement, il faut étudier au concours les constructions supplémentaires nécessaires et les extensions possibles, ainsi que la réunion large et facile des diverses parties du vaste ensemble entre elle et avec la Ville.

« Peut-être une opération d'édilité aurait-elle à se greffer sur celle de l'Exposition même, justifiant encore la promptitude de la décision à prendre. D'ailleurs, une grande question est à l'ordre du jour qui réclame la décision des pouvoirs publics : c'est celle du Métropolitain de Paris qui devrait être achevé au moins à la fin de ce siècle, faisant de Paris, peut-être avec son port de mer, alors aussi achevé, la ville insaisissable, la Reine du monde.

« Je vous prie, monsieur le ministre, de bien vouloir excuser l'expression peut-être un peu vive de ma conviction.

« La décision que j'indique, si elle était prise par le gouvernement, ramènerait, retiendrait les esprits sur les discussions d'affaires : elle serait, à tous les points de vue, une cause de stabilité.

« Les Ingénieurs, les Administrateurs éminents qui ont déjà donné leur concours au gouvernement, sont encore là. Avec eux le succès est de nouveau assuré.

« Je vous prie d'agréer, monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments dévoués et respectueux.

« D.-A. CASALONGA »

J'adressai aussi la lettre qui suit, enregistrée sous le n° 1772, et transmise, pour examen, à la Commission de l'Exposition du Conseil municipal (accusé

(1) Cette idée préliminaire ne saurait être considérée comme devant être invariable sur ce point. Beaucoup d'arguments militent en sa faveur : mais pour faire grand et grandiose, il faudrait peut-être considérer les installations existantes comme des annexes et adopter d'autres bases.

de réception du 23 novembre 1889, par M. Paoletti, chef du Cabinet) :

« Paris, le 11 novembre 1889.

« A MONSIEUR LE PRÉSIDENT DU CONSEIL MUNICIPAL.

« Monsieur le Président,

« Après l'avoir exposée à M. le Président de la République, puis à M. le Ministre du commerce, je viens vous exposer aussi cette simple pensée, qu'il serait de l'honneur et de l'intérêt de la France de décider, dès maintenant, qu'une nouvelle Exposition universelle serait ouverte à Paris, dans douze ans, en 1901.

« Le Conseil municipal de Paris, dont les idées libérales sont connues, ne pourra, il me semble, que s'associer à cette pensée d'inaugurer le vingtième siècle par une des manifestations les plus libérales et les plus fécondes en résultats heureux, de l'esprit humain.

« Vous n'ignorez pas, monsieur le Président, quels avantages la France et Paris ont retirés de l'Exposition qui vient de finir si brillamment. Avantages matériels par l'accroissement des affaires commerciales et de la circulation : avantages moraux par les enseignements qui se sont dégagés de cette grande œuvre et par les souvenirs qu'ont emportés les visiteurs.

« Par ses palais grandioses et sa tour hardie, par ses produits exposés, par ses cordiales réceptions, ses conférences et ses congrès, l'Exposition universelle de 1889 a établi des relations et semé des idées dont on ne peut attendre, malgré le plus grand pessimisme, que des résultats heureux.

« Donner, dès aujourd'hui, aux artisans et fabricants, la certitude que leurs travaux de choix auront une prochaine occasion de se montrer au grand jour, serait stimuler leur légitime ambition. En les appelant à réaliser une pensée, ayant, par elle-même, une haute signification morale, ce serait préparer les voies aux plus nobles conceptions de l'art, de la littérature, des industries diverses.

« Et si elle associait à cette entreprise, certaines opérations de voirie et d'utilité publique, telles que celles du Métropolitain, de Paris port de mer, de l'abduction

d'une eau abondante et saine, la Ville ouvrirait plus facilement une période active de grands travaux utiles convergeant vers un but élevé.

« Le gouvernement, s'il n'est soutenu et poussé par l'opinion des divers élus de la nation, ne pourrait prendre seul l'initiative et la responsabilité d'une telle entreprise. C'est, monsieur le Président, aux conseillers municipaux généraux, et aux Sociétés techniques ou savantes, aux chambres de commerce et syndicales et finalement aux Parlements, qu'il appartient de juger la valeur et l'opportunité de cette pensée, d'apprécier les motifs qui l'inspirent et de manifester leur sentiment.

« Jose espérer que le Conseil municipal pensera que la première année du vingtième siècle doit retrouver, devant elle, sous ses voiles tendues par un vent de liberté, entouré de tous les peuples de la terre et comme un messager de paix, le symbolique navire de Paris, flottant insubmersible sur une mer toujours agitée, image de ses aspirations, de son génie, de ses destinées.

« Je vous prie d'agréer, monsieur le Président, mes respectueuses salutations.

« D.-A. CASALONGA. »

Notre article sur l'*Exposition Universelle de 1901*, bientôt suivi par un autre article justificatif (1), (voir *Chronique Industrielle*, n° 47, du 17 novembre 1889),

(1)

APRÈS L'EXPOSITION

L'idée émise par notre Directeur, et qui sera soutenue, de l'opportunité pour la France de décider, dès à présent, qu'elle inaugurerait le XX^e siècle par une nouvelle Exposition universelle, ne nous a amené, jusqu'ici, que des approbations sans contradictions. Nous espérons que les pouvoirs publics qui pourront avoir à l'examiner, ne trouveront aucune objection sérieuse à lui opposer, et, au contraire, y trouveront une haute portée morale, matérielle et politique. Ce leur serait un des meilleurs sujets pour ramener les esprits aux discussions d'affaires, plutôt qu'à celles, si décevantes pour le travail national, de la politique pure.

par M. Ch. Casalonga, Ingénieur des Arts et Manufactures, avait déjà frappé certains esprits, éveillé même l'attention d'une partie de la presse.

Gutenberg-Journal, ayant dans son numéro 124 du 13 novembre 1889, publié un article : *Notes sur l'Exposition*, où se trouvait exprimée cette pensée : *qu'il serait intéressant d'indiquer rapidement quelles sont les tentatives nouvelles qu'il convient de faire pour préparer l'Exposition prochaine, dont on parle déjà pour 1900...*, je lui adressai la courte lettre ci-après :

« Paris, le 19 novembre 1889.

« Mon cher confrère,

« Dans vos « *Notes sur l'Exposition* », vous pensez qu'il est intéressant de résumer les efforts qui ont été accomplis, et d'indiquer rapidement quelles sont les tentatives nouvelles qu'il convient de faire pour préparer l'Exposition prochaine, dont on parle déjà pour 1900.

« Je suis heureux de vous voir accepter l'idée d'une prochaine Exposition universelle ; permettez-moi seulement de vous faire remarquer qu'une telle Exposition doit inaugurer le vingtième siècle et avoir lieu, pour cela, en 1901. La signification morale qui s'y attache ne serait pas la même si elle avait lieu en 1900, clôturant ainsi le dix-neuvième siècle.

« Recevez, je vous prie, mes sincères salutations.

« D.-A. CASALONGA,

« Directeur de la « *Chronique Industrielle* ».

En attendant, et puisque voici l'Exposition de 1889 terminée, nous avons pensé qu'il serait intéressant pour nos lecteurs de réunir quelques chiffres instructifs qui s'y rapportent :

Le nombre total des visiteurs est aujourd'hui fixé définitivement à 25 398 609, et celui des tickets à 28 149 353.

Celui des visiteurs de l'Exposition de 1878 avait été de 12 516 995, avec 12 623 847 tickets.

Quant à l'Exposition de 1867, le nombre des visiteurs n'avait été que de 8 407 209.

Il est inutile d'appuyer davantage sur ces chiffres, suffisamment éloquents par eux-mêmes.

Voici, du reste, un curieux tableau comparatif des tickets déposés aux guichets des deux dernières expositions, mois par mois :

Le *Gutenberg* ajouta :

Nous nous rallions volontiers à l'opinion de notre confrère; mais, en vérité, avant 1900-1901, nous avons le temps... d'en reparler.

Le *Gil Blas*, dans son numéro du 14 novembre 1889, publiait cet entrefilet :

« L'Exposition vient à peine de fermer ses portes, et déjà l'on songe à la prochaine... en 1901 ! Notre confrère Casalonga, de la *Chronique industrielle*, estime qu'il faut prendre date, dès à présent, s'habituer à ce projet : il n'en faut pas laisser la gloire à aucune autre nation ; il faut que l'opinion publique pousse le gouvernement français à prendre possession de cette date et à marquer dans l'histoire, à la naissance d'un nouveau siècle, le signe éclatant d'une ère de paix et de progrès, par le travail.

« Que ceux qui ont cru que l'Exposition de 1878 était la dernière, et qui croient encore que tout au moins c'est celle de 1889 qui le sera, conviennent de leur erreur. Déjà s'annonce, pour 1892, l'Exposition universelle qui, très probablement, aura lieu à Chicago, et une autre Exposition peut avoir lieu encore entre 1892 et 1901.

« L'esprit humain, en travail, ne connaît pas de repos, parce que tout change et se renouvelle dans l'ordre moral et intellectuel comme dans l'ordre matériel ou physique. A une génération usée ou lasse succède une génération ardente et active. »

MOIS	TICKETS PERÇUS	
	1878	1889
Mai.....	1 278 860	2 610 813
Juin.....	1 954 103	4 338 869
Juillet.....	1 823 176	4 544 196
Août.....	1 959 334	4 977 092
Septembre.....	2 720 595	5 246 704
Octobre.....	2 303 403	4 820 869
Novembre.....	584 376	1 610 810
Totaux.....	12 623 847	28 149 353

Tant en 1878 qu'en 1889, les mois d'août et de septembre accusent le plus grand nombre de visiteurs.

D'après les évaluations de la police, 5 millions de provinciaux environ sont venus visiter l'Exposition. Ce chiffre n'est

A cette même date, j'adressai également une lettre à M. le Président de la chambre syndicale des mécaniciens, chaudronniers, fondeurs, dont j'ai l'honneur de faire partie. Cette lettre fut publiée dans le n° 48 (27 novembre 1889) du journal *La Métallurgie*, avec la mention : « l'objet en sera soumis à l'appréciation de la Chambre ».

« Paris, 14 novembre 1889.

« Monsieur le Président,

« J'ai exposé à M. le Président de la République, à M. le Ministre du Commerce et de l'Industrie, à M. le Président du Conseil municipal, cette pensée, que je viens également vous soumettre :

« *Qu'il serait de l'honneur et de l'intérêt de la France de décider, dès à présent, qu'elle se propose d'ouvrir, dans douze ans, en 1901, une nouvelle Exposition universelle.*

« De nombreux motifs militent en faveur d'une telle décision à prendre et j'espère, monsieur le Président, qu'ils ne vous échapperont pas. Ceux qui croyaient la France, non seulement vaincue mais dégénérée, en la revoyant forte et vaillante, dans le travail, l'accusent vo-

qu'approximatif, attendu que, comme nous l'avons déjà dit, beaucoup d'habitants des départements sont descendus chez des amis ou des parents, et ont par conséquent échappé au contrôle du service des garnis et des hôtels.

En estimant à 100 francs, en moyenne, l'argent dépensé par chaque provincial, on arrive au chiffre de 500 millions de fr. laissés à Paris par les habitants des départements.

Quant aux étrangers, il en est venu 1 500 000.

Soit, à raison de 500 francs seulement par personne, une dépense de 750 millions de fr.

Ce qui représenterait comme dépenses faites à Paris, par les visiteurs des départements et de l'étranger, un milliard deux cent cinquante millions, chiffre certainement de beaucoup inférieur à la réalité.

Les quinze cent mille étrangers se répartissent ainsi :

Belges, 225 400 ; — Anglais, 380 000 ; — Allemands, 160 000 ; — Suisses, 52 000 ; — Espagnols, 56 000 ; — Italiens, 38 000 ; —

lontiers de nourrir, avec ses regrets, des projets d'agression et de conquêtes.

« Sous l'empire de cette crainte, réelle ou simulée, s'exerce à l'extérieur une action politique incessante ayant pour objet, en suspectant les intentions véritables de la France, de l'isoler des autres nations et de l'enfermer dans une ligue, dite de la paix, dont la ceinture est formée d'armées et d'armes redoutables.

« Pour montrer qu'elle ne nourrit aucune pensée agressive et que sa sérénité n'est pas troublée par des soupçons injustes, la République française ne saurait mieux faire que de décider, dès maintenant, qu'elle conviera tous les peuples à inaugurer avec elle le vingtième siècle prochain, par une grande et magnifique manifestation du travail.

Quelle ligue pourrait-on imaginer qui, plus que celle-là, serait sincèrement favorable à la paix? Et quelle excuse pourrait invoquer la nation la plus prévenue pour ne pas y participer?

« A cette manifestation s'attacherait, pour un pays où ont été proclamés les droits de l'homme et qui a fait rayonner, jusque par delà ses frontières, des principes de liberté consacrés par tout un siècle écoulé, une haute

Russes, 7 000 ; — Suédois et Norvégiens, 2 500 ; — Grecs, Roumains, Turcs, 5 000 ; — Autrichiens, 32 000 ; — Portugais, 3 500, — diverses nations de l'Asie, 8 250 ; — diverses nations de l'Afrique, 12 000 (les Algériens forment la plus grande partie de ceux-ci) ; — Amérique du Nord, 90 000 ; — Amérique du Sud, 25 000 ; — Océanie, Java, etc., 3 000.

Tous les hôtels, grands et petits, ont dû refuser du monde.

On sait que le chemin de fer Decauville a transporté 6 062 476 voyageurs. En ne prenant comme moyenne que le chiffre de 25 centimes, prix des secondes, cela fait exactement 1 515 619 f. tombés dans les caisses de la Société concessionnaire.

Les bateaux spéciaux du Louvre, qui étaient au nombre de quatre, ont eu 1 320 000 passagers gratuits.

Quant aux cent bateaux-mouches, on estime qu'ils ont fait chacun dix fois le service de chaque bateau spécial.

Mais il convient de faire observer que tous les voyageurs n'allaient pas exclusivement à l'Exposition; ces steamers en miniature desservaient aussi Charenton, l'intérieur de Paris, Meudon et l'hippodrome de Longchamps.

La période expositionnelle figure sur les registres de la Compagnie des Omnibus pour une très forte somme ; quant aux cochers de fiacre, les Compagnies et les loueurs exigeaient

signification morale, digne d'illustrer, en même temps que l'histoire d'un grand pays, celle de l'humanité.

« Au point de vue national, ce n'est pas à vous, monsieur le Président, ni aux membres de la chambre syndicale, qu'il me conviendrait de montrer quels ont été les heureux résultats, de tout ordre, qu'a donnés l'Exposition de 1889, cette Exposition qui vient de finir si brillamment, et au succès de laquelle vous et eux avez pris une si large part.

« Pour ce qui est de la Ville de Paris, il suffit de penser aux grands travaux qu'elle a à accomplir, d'ici à la fin de ce siècle, pour comprendre l'intérêt supérieur qu'elle aurait à rattacher, à l'entreprise inaugurable que j'indique, ces divers travaux. Parmi les plus importants, en y comprenant ce qui reste actuellement au Champ-de-Mars, en vue d'une utilisation, je mentionnerai : l'abduction d'une eau abondante et saine, la construction d'un Métropolitain, l'exécution du projet de Paris port de mer, et autres travaux d'édilité.

« La France augmenterait ainsi sa grandeur et sa force, par les seules œuvres de la paix réelle, en même temps qu'elle se présenterait avec un front serein, sans

d'eux une moyenne variant entre 18 et 25 francs par jour, et ils acceptaient sans trop grogner : preuve qu'ils gagnaient le double.

Quant aux tapissières, elles ont fait des recettes inouïes ; le conducteur d'un de ces véhicules avouait avoir fait 33 courses, le jour de la fermeture, avec huit voyageurs à un franc l'un ; cela fait 264 fr. — et il y avait bien ce jour là trois cents voitures du même genre sur le pavé de Paris.

D'après les statistiques de l'octroi et des halles et marchés, Paris a dévoré, en moyenne, par jour : 967 500 kilog. de pain (soit, en 186 jours, 180 555 000 kilogrammes), 403 200 kilog. de viande de boucherie, 209 293 kilog. de volailles et gibier, 625 272 œufs, 92 573 kilog. de fruits et primeurs, 1 200 632 kilog. de gros légumes, 15 963 kilog. de triperie, 79 180 kilog. de beurre, 230 522 kilog. de graisses diverses, 42 272 kilog. de fromages, 18 549 kilog. de poissons d'eau douce, 156 712 kilog. de marée, 4 127 kilog. de moules, 412 532 douzaines d'huîtres.

Les recettes de l'octroi de Paris se sont naturellement ressenties de cette orgie pantagruélique.

Elles ont présenté en mai un accroissement de 1 082 645 fr. sur celles de mai 1888.

Pour juin, l'augmentation a été de 1 039 278 fr.

Pour juillet, de 1 139 020 fr.



peur et sans reproches, devant les jugements des contemporains et de la postérité.

« Je vous prie, monsieur le Président, d'agréer et de transmettre à mes collègues de la Chambre, l'assurance de mes sentiments les plus dévoués.

« D.-A. CASALONGA. »

Le journal l'*Hygiène Pratique* sous la signature de son secrétaire rédacteur, M. J. de Pietra-Santa, et auquel collaboraient MM. Ed. Barré, Em. Cacheux, L. Figuier, C^{le} Flammarion, W. et A. de Fonvielle, Foveau de Courmelle, L. Grellety, A. Joltrain. H. de Parville, H. Vigouroux, citait cet article dans son numéro du 24 novembre 1889, et le faisait suivre de ces réflexions :

« Nous applaudissons à la généreuse initiative de notre cher collègue de la Presse scientifique, et nous l'assurons, d'ores et déjà, que notre concours le plus actif lui est acquis dans sa nouvelle Croisade?

Pour août, de 1 683 152 fr.

Pour septembre, de 2 022 155 fr.

Enfin la Compagnie du Nord a transporté 425 000 voyageurs L'Est accuse 128 trains à prix réduits, et un total de près d'un million de touristes, parmi lesquels 103 000 Suisses, Italiens, Autrichiens. Incalculable, le nombre d'Alsaciens qui ont passé par Nancy !

A l'Orléans, 160 000 personnes ont profité de 164 trains de plaisir.

Les comptes de la Compagnie de l'Ouest se chiffrent, au 31 octobre, par dix millions d'excédent de recettes sur la période correspondante de l'année dernière.

En deux jours seulement, les trains de plaisir du réseau P.-L.-M. ont déposé sur le quai d'arrivée 21 500 Marseillais, Savoisien, Bourguignons, etc.

Nous avons tout lieu de croire que les nombres, en ce qui concerne les voyageurs étrangers, sont plutôt au-dessous de la vérité. Il me revient que M. Chanute, l'ingénieur américain qui est actuellement à Paris pour préparer l'étude de l'Exposition de Chicago, estime à 120 000 au moins (au lieu de 90 000) le nombre des Américains du Nord qui se sont rendus à Paris cette année.

Il n'est aucun côté, par lequel on étudie l'Exposition universelle, qui n'en montre les avantages de tout ordre.

CH. CASALONGA,

Ingénieur des Arts et Manufactures.

« Nous ne lui catherons pas, cependant, que nombre de nos confrères, tout en approuvant son idée, trouvent la date trop éloignée. Ne pourrait-on pas contenter tout le monde ? C'est difficile ! Est-ce impossible ?

A la 86^e Réunion Amicale de la Presse scientifique, qui eut lieu le 18 novembre à 7 heures du soir au *Lyon d'or*, sous la présidence du regretté de *Quatrefages*, et où MM. Hervé-Faye et Ch. Garnier, de l'Institut, furent félicités (1) pour leur promotion à un ordre élevé de la Légion d'Honneur, la question de l'Exposition de 1901, fut agitée, et appuyée (c'est à cette séance que fait illusion le journal le *Génie* du 30 juin 1892). M. Bouquet de la Grye, présent, appuyé par M. Faye, opinait pour une Exposition en 1995. Le savant ingénieur hydrographe espérait, alors, qu'à cette date, son projet de Paris port de mer serait achevé. Il ignorait l'opposition qu'il devait rencontrer plus tard, contre l'opportunité d'un tel travail. Ce projet, ou tout autre équivalent, eut été pourtant digne du cadre que nous entrevoyions.

Mes efforts et mes démarches ne se bornèrent pas à cela.

Invité par mes camarades de Marseille et de la ré-

(1) A côté du président étaient : M. Bouquet de la Grye, de l'Institut ; M. Louis Figuier, le vulgarisateur scientifique populaire ; M. le D^r E. Duval, l'un des vice-présidents de la réunion. En face étaient, ayant à côté d'eux M. P. de Pietra Santa, président d'honneur, et M. D. A. Casalonga, vice-président, les deux illustres lauréats, auxquels de chaleureuses félicitations ont été successivement adressées par M. de Quatrefages en un langage de véritable académicien et par M. D.-A. Casalonga.

M. de Quatrefages a rappelé quels étaient les titres de ses deux éminents collègues, l'un grand architecte, l'autre grand astronome, mais l'un et l'autre savant et artiste à la fois, à la haute distinction dont ils avaient été l'objet ; il a fait remarquer à la réunion que M. Hervé Faye avait été admis si jeune à l'Académie des Sciences que, depuis la mort de Chevreul, il en était

gion méditerranéenne, à un banquet qui eut lieu le 24 novembre 1889, j'y portais, devant 110 convives, le toast qui suit :

« Messieurs,

« Permettez à un parisien de porter un toast à ses camarades de Marseille et de la région méditerranéenne, à ceux qui sont ici présents, en y distinguant les organisateurs de ce beau banquet de plus de 100 couverts, où je suis heureux de constater, avec d'autres bonnes choses, la plus grande cordialité.

« Permettez-lui aussi de sortir un moment de la voie de nos toast traditionnels, par lesquels nous témoignons de notre respect, de notre inaltérable souvenir et de nos sentiments de confraternité, pour vous convier à porter un nouveau toast à une nouvelle et simple idée, à l'idée d'une Exposition universelle, par laquelle il pense qu'il serait de l'honneur et de l'intérêt de la France d'inaugurer le vingtième siècle (1).

« Au premier abord, cette pensée cause quelque étonnement. Elle paraît tout au moins prématurée : l'objet en est si loin ! Et puis, au sortir d'un grand effort comme celui qui a été fait pour mener si brillamment à bonne fin l'Exposition qui vient de finir, on éprouve le besoin de se livrer à un repos bien mérité.

« D'accord ! mais décider qu'à un moment donné on entre-

devenu le doyen, sans pour cela, avantage enviable, en être le plus âgé.

M. Casalonga, en félicitant à son tour les deux nouveaux dignitaires de la Légion d'Honneur, boit à leur santé et exprime le vœu que l'Exposition universelle de 1901, dont il a émis l'idée, les retrouve, ainsi que M. Bouquet de la Grye, ainsi même que M. de Quatrefages, malgré son âge, prêts à rendre à la France de nouveaux services.

L'Exposition de 1889 a été tout d'abord le triomphe des ingénieurs-architectes français. Celle de 1901, avec Paris port de mer achevé, le sera de même, et aura besoin de M. Bouquet de la Grye, l'architecte de la mer, aux volutes capricieuses ; de M. de Quatrefages, l'architecte anthropologiste de la nature animée ; de M. Ch. Garnier, l'architecte inspiré du nouvel Opéra et autres monuments, aussi bien que l'architecte original et véridique des premières habitations humaines dont il refera l'histoire en grand ; enfin de M. Faye qui, sous les yeux du grand architecte, a été l'architecte savant et poétique du Ciel, l'historien passionnant de l'origine des mondes.

(1) Voir le Bulletin de la Société des anciens élèves des Ecoles des Arts et Métiers, n° 1 de janvier 1890, p. 20, où cette proposition est mentionnée.

prendra une nouvelle tâche, n'empêche pas de se reposer pour un temps. Et puis, d'autant plus l'œuvre est grande, d'autant plus ne faut-il pas s'y préparer à l'avance ?

« Un autre motif qui me fait insister, c'est qu'il paraît indispensable que la France prenne cette date, et qu'ainsi une autre nation ne puisse la choisir.

« Si une autre nation..., l'Italie, par exemple, qui, jeune et ardente, trop peut-être, rêve de reconstituer l'ancien empire romain, décidait de convier, en 1901, une Exposition qui aurait lieu dans la Ville Eternelle, les peuples de la terre, il nous faudrait renoncer à cette date.

« Mais pourquoi, me dira-t-on, attacher de l'importance à cette date ? pourquoi pas plutôt celle de 1900, terminant le dix-neuvième siècle, ou celle de 1895, qui a été proposée, il y a peu de jours, par M. Faye, de l'Institut, dans une réunion à laquelle j'assistais ?

« Parce que une Exposition *inaugurale* d'un siècle porte, en elle-même, tout un monde d'idées, de tendances, d'espérances ; qu'elle est l'expression d'une haute pensée morale. C'est une même pensée, bien que plus générale, que celle qui a donné lieu à l'Exposition de 1889 ; et c'est avec une pensée semblable que chacun de nous commence une nouvelle année.

« Pour une nation comme la nôtre où ont été proclamés les droits de l'homme et du citoyen, qui a fait rayonner au loin ses principes de liberté, qui a affranchi le travail, notre premier et plus solide apanage, et donné un libre essor à la pensée, une Exposition universelle, s'ouvrant devant un nouveau siècle, aurait certainement une haute portée philosophique et une signification morale d'une incomparable grandeur, renfermant les aspirations les plus nobles de l'humanité. (*Applaudissements.*)

« Messieurs, je suis très sensible, je l'avoue, à votre approbation, qui me fait espérer que, si cette idée trouve l'appui de quelques voix autorisées, elle pourra prendre corps, devenir une réalité lointaine mais sûre, et ajouter un nouveau titre de gloire à notre patrie qui, de tout temps, et encore aujourd'hui, malgré des vicissitudes toujours vaincues, a su retrouver sa place à la tête des nations.

« D'ailleurs, il ne saurait vous échapper qu'il y a tout à gagner et rien à perdre à adopter cette idée ou à la réaliser. Songez donc que les étrangers qui ont visité notre Exposition ont laissé en France plus de 800 millions de numéraire ; et que Paris a reçu, de ces étrangers et de la province, 1 200 millions, probablement même un milliard et demi de francs. Voyez à quel énorme mouvement d'affaires peut donner lieu un tel surcroît d'encaisse !

« Aussi, et comme du reste après 1878, l'industrie accuse une phase d'activité. L'industrie métallurgique est en hausse, et peut-être peut-on dire que l'Exposition qui vient de finir n'est pas étrangère à cette activité.

« Ainsi l'Exposition de 1901 serait une gloire pour la France plus fructueuse, plus belle et plus pure que celle qu'elle pour-

rait remporter sur les champs de bataille. Et qui sait si elle n'atteindrait pas mieux ainsi le noble but auquel elle vise!

« Et maintenant, revenant par un long détour aux excellentes paroles prononcées par M. Cornubert, et si bien appuyées par notre jeune camarade M. Gleyze, je vous dirai que j'ai toujours pensé, et je pense encore, qu'il n'y aurait aucun inconvénient grave à réunir les divisions dans chacune de nos écoles. C'est, j'en demande pardon à M. Deligne, la grande responsabilité qui pèse sur les directeurs de ces écoles, qui leur fait désirer la séparation de ces divisions; et l'un d'eux voulait bien un jour me faire remarquer que les sentiments de camaraderie existent souvent plus entre camarades d'écoles ou de promotions différentes, suivant les circonstances de la vie, qu'entre camarades de la même école, de la même promotion. Ceci est très vrai : mais il est évident que le sentiment de la camaraderie en lui-même, perd de son acuité par le fait de la séparation des divisions.

« Je sais bien qu'on peut médire de la camaraderie, par elle-même un peu égoïste, et qu'on voudrait la supprimer. On pourrait aller loin dans cette voie! En tous cas, que d'autres commencent.

« Il faudrait se garder cependant d'accorder, à la réunion ou à la séparation des divisions, une importance qu'elle n'a pas.

« Quant aux alarmes de notre ami Cornubert, elles partent du même excellent sentiment qui l'anime. Mais qu'y faire? Nous ne pouvons pas empêcher les anciens élèves des autres écoles de convoiter des postes qui nous étaient jusqu'ici presque exclusivement dévolus. Tant mieux même, devrions-nous dire, en nous plaçant à un point de vue général. Et en nous plaçant à notre point de vue particulier, je dirai qu'il n'y a pas de meilleur remède contre cette nouvelle concurrence, que de nous unir davantage et de travailler mieux.

« Les anciens élèves de l'Ecole centrale et de l'Ecole polytechnique montent sur la plate-forme des locomotives ou descendent dans la chaufferie d'un transatlantique pour n'y faire qu'un stage de courte durée, leur permettant de s'élever vers des situations de fortune, que leurs relations, autant que leur mérite, leur permettent d'atteindre. Mais dans n'importe quel poste, ni la blouse ni la vareuse ne font le mécanicien, et c'est donc au plus méritant que les intéressés donnent toujours la préférence.

« Il faut donc s'unir plus étroitement, augmenter notre valeur personnelle par l'étude et le travail, et chercher aussi à acquérir ce quelque chose que l'on n'enseigne pas encore dans nos écoles, et qui associe au tempérament un savoir vivre, une manière de se conduire, qui doublent la valeur de ce qu'on sait en le sachant mieux appliquer, en sachant mieux tirer parti.

« Je vous demande pardon d'avoir ainsi couru au loin et d'avoir un peu marché de babord à tribord; mais nous sommes présidés par un de nos camarades, mécanicien principal de la marine; puis il y a, dans ce beau port de Marseille, et ici même,

beaucoup d'autres mécaniciens qui sont des nôtres. On sera donc, je l'espère, indulgent pour mes « embardées ».

« Aux camarades de Marseille et de la région !

« A l'Exposition universelle de 1901 ! par laquelle la France inaugurera avec éclat le vingtième siècle. »

De retour à Paris, j'écrivai de nouveau, le 3 décembre 1889, à M. le Président de la chambre syndicale des mécaniciens, alors l'honorable M. Ch. Herscher, ayant succédé à M. Ch. Liebault :

« Paris, le 3 décembre 1889.

« Monsieur le Président,

« J'ai été heureux de voir que vous aviez fait publier la lettre que j'ai eu l'honneur de vous adresser, relativement à l'idée que je vous ai soumise d'une Exposition universelle, en 1901, à Paris.

« Je n'ai pas été moins heureux de voir que la question qui fait l'objet de ma lettre a été portée à l'ordre du jour pour ce soir.

« J'ai vu, dans ces deux faits, les marques d'une grande bienveillance de la chambre et de son Président et aussi, l'avouerai-je, l'indice d'un précieux patronage acquis à l'idée émise, laquelle prendrait aussitôt une force suffisante pour aller plus loin et plus haut encore.

« Ceux de nos collègues que, à notre belle fête d'hier, (1) j'ai pu déjà entretenir de cette pensée, n'y font d'autre objection que de la trouver prématurée et d'en voir l'objet encore trop éloigné.

« C'est un point essentiel sur lequel je désire, monsieur le Président, insister beaucoup; car, ce à quoi il faut justement s'appliquer, c'est qu'il soit généralement admis, sinon fermement décidé, en France, qu'une Exposition universelle aura lieu à Paris en 1901; et cela pour qu'aucune autre nation ne puisse choisir cette même date à laquelle, il faut bien en convenir, s'attache cette haute signification morale dont j'ai parlé et que chacun sent bien.

(1) Le Banquet annuel de la Chambre.

« Il n'y a aucun inconvénient, il y a beaucoup d'avantages, à envisager ainsi la question afin de la faire entrer, dès à présent, dans l'esprit, dans la conviction même, de tous, et de la faire cadrer avec l'étude des grands travaux ayant Paris pour but.

« Quant à l'étude du projet même, elle pourra être entreprise à loisir ou en hâte, comme et quand on voudra, et à tous les points de vue.

« Je sais bien, monsieur le Président, qu'au sortir d'un grand effort, beaucoup de fabricants, ceux qui ont exposé, notamment, éprouvent comme un besoin de repos, d'ailleurs, bien mérité. Mais ce repos ne peut être que de courte durée. La loi des nations, comme celle des individus, est de marcher toujours. Du reste, décider qu'on entreprendra une grande tâche à une époque déterminée, ne saurait empêcher de se reposer, en attendant..., si on le peut !

« J'espère que la chambre se persuadera qu'il n'y a aucun inconvénient, et qu'il y a plutôt tout avantage, à adopter et à patronner l'idée d'une Exposition universelle à Paris, en 1901, pour l'inauguration du vingtième siècle — qui sera un grand siècle, — dans lequel nous devons désirer que la France entre avec honneur et y brille du plus vif éclat.

« Je vous prie, monsieur le Président, de bien vouloir agréer, ainsi que mes collègues de la chambre, l'assurance de mes sentiments les plus dévoués.

« D.-A. CASALONGA. »

Dans son numéro du 5 décembre 1889, le *Journal d'hygiène*, consacre quelques lignes, sous la signature du Dr Echo, à l'idée nouvelle :

« Les échos de la grande et merveilleuse Exposition de cette année retentissent encore à nos oreilles, et déjà notre excellent confrère et ami D.-A. CASALONGA, de la *Chronique Industrielle*, prévoit pour 1901, « une nouvelle Exposition par laquelle la France inaugurerait le vingtième siècle par une imposante manifestation pacifique du travail des peuples. »

« Il faut, dès à présent, écrit-il avec la plus sincère conviction, s'habituer à ce projet : il n'en faut pas laisser la gloire à aucune autre nation. »

Et notre confrère terminait par ce paragraphe mi-partie approbatif, mi-partie critique :

« Voilà certes un appel éloquent et patriotique, digne des méditations de la jeune génération, qui, profitant de « l'expérience acquise » saura laisser dans une ombre discrète le clinquant, le chrysocale et les appels à la vie... facile! »

*
* *

Je ne sais si je m'abuse, mais je crois que je fis alors tout l'effort, qu'il est possible de demander à quelqu'un de faire pour appuyer et soutenir son idée, alors que cette idée est fondée sur un sentiment généreux et de haute morale, nullement sur une question de lucre ou d'ambition mauvaise.

Aussi, des projets bien étudiés, avec emplacement choisi, qui me furent soumis à ce sujet, je n'en voulus examiner aucun ; cette partie de la question étant, jusqu'alors, en dehors de ma pensée pure et simple.

Je dois ajouter que la chambre syndicale des mécaniciens, n'avait pas perdu de vue la question que je lui avais soumise, question qui fut portée, le 28 juillet 1890, à l'ordre du jour de la séance du 4 mars 1890 ainsi :

EXAMEN D'UNE PROPOSITION DE M. CASALONGA, SOCIÉTAIRE, RELATIVE A UNE NOUVELLE EXPOSITION UNIVERSELLE EN 1901.

L'ordre du jour était fort chargé ; le secrétaire, M. Bougarel, avait ajouté de sa main, sur la lettre de convocation : « *Je crois bien que le 2^e de l'ordre du jour* (Rapport de la Commission chargée de l'examen du questionnaire relatif aux tarifs douaniers) *occupera toute la séance.* »

Et de fait, l'attention était alors presque toute entière aux tarifs. Quand vint le tour de ma proposition, il était déjà tard, et, par exception, il faisait

dans la grande salle de la Société des Ingénieurs civils, où nous étions réunis, un froid des plus intenses, dont je ressentis et emportai les effets sous la forme d'un rhume tenace, qui me tint longtemps éloigné de la Chambre.

De temps à autre, je rappelai l'idée qui sommeillait, et j'allais de nouveau la réveiller, lorsque, on ne sait à la suite de quelle instigation, elle fut reprise au dehors, mais avec une légère variante.

En Allemagne on avait demandé au chancelier de Caprivi d'accepter l'idée d'une telle Exposition à la date de 1896 : mais, à ce moment, on avait sans doute à Berlin, l'esprit tourné ailleurs. L'idée n'y avait fait depuis aucun chemin, lorsqu'on l'a reprise sur celle d'une Exposition en 1900. Chez nous, au contraire, elle avait déjà pris une certaine consistance. Le *Figaro*, lui avait déjà donné quelque appui ; bientôt, un de nos députés, M. F. Deloncle, portait la question à la Chambre, et on apprenait, avec autant de plaisir en France, que de regrets ailleurs, que le gouvernement français avait étudié la proposition et l'avait déjà adoptée, en principe.

Je ne pus m'empêcher alors de me réjouir d'un tel résultat, sans en tirer d'autre vanité que celle de constater que j'avais vu juste ; en même temps je me décidai à publier le récit qu'on vient de lire ; auparavant, toutefois, je crus devoir en faire part à M. le Ministre du Commerce et de l'Industrie, par la lettre suivante :

« Paris, 5 juillet 1892.

« Monsieur le Ministre,

« La presse nous apprend, d'une part : que, par l'initiative combinée du Parlement et du Gouvernement, l'idée d'une Exposition universelle, à Paris, en 1900, serait à l'étude : d'autre part, que, dans un pays voisin, on exprimerait des regrets, peut-être des réclamations, au sujet de cette idée.

« Il m'a paru, monsieur le Ministre, qu'il pouvait être utile,

peut-être, de vous informer que cette idée d'une Exposition universelle, inaugurant le vingtième siècle, a véritablement pris naissance en France.

« J'eus l'honneur de l'exposer, dès le 9 novembre 1889 : d'abord à M. le Président de la République, puis à M. le Ministre du commerce, de l'industrie et des colonies, président du Conseil ; enfin à M. le Président du Conseil municipal de Paris.

« Je me propose de publier l'historique de la campagne que j'entrepris alors en faveur de cette idée. Toutefois, j'ai cru que je devais, auparavant, vous en informer.

« Si vous y trouviez quelque inconvénient, je me tiendrais respectueusement à votre disposition pour le cas où vous croiriez devoir m'accorder, à ce sujet, une très courte audience.

« J'ai l'honneur d'être, monsieur le Ministre,

« Votre dévoué serviteur,

« D.-A. CASALONGA. »

En même temps je m'adressai de nouveau à M. le Président de la Chambre des mécaniciens, actuellement l'honorable M. Delaunay-Belleville, pour lui demander à être de nouveau entendu.

Voici l'analyse sommaire de la communication que je fis, à la séance du 5 juillet, après que le Président eût donné lecture de la lettre que je lui avais adressée :

M. D.-A. CASALONGA. — Je remercie M. le Président pour avoir bien voulu accueillir ma demande et en avoir fait connaître sommairement le but en donnant lecture de ma lettre.

Ceux des membres de cette Chambre qui rapprocheront la lecture de cette lettre de celle qui fut publiée dans le n° du 27 novembre 1889 de la *Métallurgie*, se rendront aisément compte de la pensée qui, alors, m'inspirait, et du sentiment qui, ce soir encore, m'anime.

En 1889, à l'issue même de notre grande et belle Exposition, j'avais proposé que l'on provoquât en France un mouvement d'opinion, en faveur d'une Exposition universelle, qui aurait lieu en 1901 ; non pas parce que cette date arrivait précisément onze ans après, mais avec la pensée d'inaugurer le vingtième siècle par une grande fête de travail ; dût, cette fête, être sinon la dernière, au moins pour longtemps l'unique en son genre.

J'étais mû par cette double considération, que j'exposai de diverses manières, en divers lieux et à plusieurs personnalités, qu'il était de l'honneur et de l'intérêt de la France, alors qu'elle était suspectée par quelques-uns, de décider que cette

manifestation pacifique eût lieu, et de le décider. dès ce moment, pour qu'aucune autre nation n'en pût prendre raisonnablement l'initiative.

La Chambre voulut bien, dans la séance du 4 mars 1889, mettre cette question à l'ordre du jour, et me permettre de développer les raisons par lesquelles je me proposais de me justifier. Malheureusement, l'ordre du jour était chargé, notamment par la question des *tarifs douaniers* : et puis, il faisait dans la salle une température qui, sans être sibérienne, était bien au-dessous de celle de ce soir, et de nature à refroidir le plus ardent enthousiasme. L'examen de ma proposition fut donc ajourné à une autre séance, pendant que j'emportais de cette soirée un rhume qui me tint éloigné fort longtemps.

Aujourd'hui, ce que j'avais prévu, et en quelque sorte redouté, a failli arriver, si même ce n'est arrivé.

Dans un pays voisin on avait eu, il y a quelques mois seulement, on ne sait encore sous quelle inspiration, la velléité de décider une Exposition universelle en 1900.

Les pouvoirs publics, tournés sans doute vers d'autres préoccupations, ne parurent pas enclins à suivre l'opinion qui semblait se manifester. Mais en même temps, la même opinion se manifestait en France, appuyée, cette fois, et par l'initiative parlementaire et par le gouvernement, et aussi, plus encore qu'en 1889, par la presse.

Il est résulté de cela une espèce de conflit, qui se manifeste aujourd'hui, de l'autre côté des Vosges, par des regrets, voire même par des plaintes et des revendications.

Fort heureusement, le conflit s'arrêtera là, il [faut l'espérer; mais si l'attitude du gouvernement de ce pays voisin eût été tout autre au début, la France aurait pu se trouver fort embarrassée pour faire cette Exposition centennale, que tout semble indiquer que nous devons vraiment faire en 1901.

Je ne sais au juste quel est, en Allemagne, l'état de la question : nous ne pouvons la juger que par cette dépêche de Berlin, la plus récente, datée d'hier, 4 juillet :

« Par suite de nouvelles de Paris, d'après lesquelles on songe à organiser une Exposition universelle dans cette ville, en 1900, une députation représentant les divers éléments intéressés, se réunira ici le 6 juillet au soir, pour prendre des mesures en vue d'assurer la mise à exécution du projet relatif à l'organisation d'une Exposition universelle à Berlin. »

Tout fait donc prévoir qu'à Berlin les esprits sont portés en faveur d'une Exposition ; mais quelle en sera la date ?

Dès à présent il ne semble pas possible que ce puisse être en 1900 (ni en 1901, car la distinction un peu byzantine que l'on cherche à faire entre ces deux dates, n'est pas à considérer, au moins ce soir).

Cette date de 1900-1901 appartient à la France, parce que c'est en France que l'idée d'inaugurer le vingtième siècle par une Exposition universelle a pris naissance. C'est celle, qu'a-

près l'avoir communiquée, dès le 9 novembre 1889, au gouvernement et au conseil municipal de Paris, je vous ai présentée le 14 du même mois, et que j'ai développée ailleurs encore. La preuve en sera fournie par l'historique que je me propose de publier sur la campagne que j'entrepris alors, et qui eut même, quoique limité, quelque écho dans la presse.

Elle pourra être très utilement appuyée par une déclaration de la Chambre, si hautement autorisée, des mécaniciens, etc., en même temps que par l'expression de son sentiment au sujet de la proposition que je lui soumis naguère et que je renouvelle aujourd'hui.

Le 13 juillet, veille de la Fête Nationale, M. le ministre du Commerce et de l'Industrie, en même temps que le magnifique rapport justificatif qui suit, présentait, et M. le Président de la République signait, le décret d'ouverture de l'Exposition de 1900.

Rapport au Président de la République Française

« Monsieur le Président,

« A l'heure même où l'Exposition universelle de 1889 fermait ses portes en pleine apothéose, exposants et visiteurs se donnaient instinctivement rendez-vous à Paris pour l'année 1900.

« Encore sous l'impression du spectacle imposant dont ils venaient d'être les acteurs ou les témoins, ils se demandaient déjà par quelles merveilles le génie de la France et de ses hôtes pourrait, sinon faire oublier l'éclat des grandes assises du Centenaire, du moins inaugurer dignement le vingtième siècle et marquer ainsi la nouvelle étape franchie dans la marche en avant de la civilisation contemporaine.

« Trois ans à peine se sont écoulés depuis cette période brillante pendant laquelle la France, consciente de sa grandeur, sûre d'elle-même, déployait, au milieu de ceux des autres nations, les trésors de sa production artistique, industrielle et agricole.

« Cependant, l'opinion publique demande au Gouvernement de fixer, dès aujourd'hui, la date des fêtes pacifiques auxquelles seront conviés tous les producteurs, tous les travailleurs du monde. Le sentiment qui se dessinait aux derniers jours de 1889 a pris corps ; il s'affirme pressant et irrésistible ; il demande que l'intervalle, qui depuis qua-

rante ans, a séparé nos expositions universelles de 1855, 1867, 1879, 1889, ne soit pas dépassé. Le Gouvernement ne pouvait manquer de s'associer à ce vœu unanime, conforme à la tradition constamment suivie; il n'a pas cessé de se préoccuper des dispositions préliminaires à prendre; et il croit le moment venu de sortir de la période purement préparatoire pour entrer dans celle de l'exécution. L'œuvre à accomplir pour la prochaine Exposition exigera en effet des efforts prolongés et soutenus.

« Les progrès réalisés, ceux qui s'achèvent sous nos yeux, permettent d'entrevoir un spectacle dépassant encore par sa splendeur celui qu'il nous a été donné d'admirer. Quelle qu'ait été la magnificence des expositions précédentes, elles sont inévitablement éclipsées par les expositions nouvelles qui jalonnent la voie ouverte à l'humanité et résument ses conquêtes successives.

« Ce qui fait le succès de ces fêtes périodiques du travail, c'est la cause principale du puissant attrait qu'elles exercent sur les masses. Les expositions ne sont pas seulement des jours de repos et de joie dans le labeur des peuples; elles apparaissent, de loin en loin, comme des sommets d'où nous mesurons le chemin parcouru.

« L'homme en sort réconforté, plein de vaillance et animé d'une foi profonde dans l'avenir. Cette foi, apanage exclusif de quelques nobles esprits au siècle dernier, se répand aujourd'hui de plus en plus: elle est la religion générale des temps modernes, culte fécond où les expositions universelles prennent place comme de majestueuses et utiles solennités, comme les manifestations nécessaires de l'existence d'une nation laborieuse animée d'un irrésistible besoin d'expansion, comme des entreprises se recommandant moins par les bénéfices matériels de tout ordre, qui en sont la conséquence, que par l'impulsion vigoureuse donnée à l'esprit humain.

« La périodicité admise jusqu'ici ramène nécessairement la prochaine Exposition universelle de Paris à la date qui semblait, dès 1889, devoir s'imposer aux pouvoirs publics, à l'année 1900. Ce sera la fin d'un siècle de prodigieux essor scientifique et économique; ce sera aussi le seuil d'une ère dont les savants et les philosophes prophétisent la grandeur et dont les réalités dépasseront sans doute les rêves de nos imaginations.

« Je n'ai pas besoin d'insister auprès de vous, monsieur le Président, sur l'intérêt que peut présenter une exposition universelle à cette date. Malgré l'habileté et la science avec lesquelles elles ont été organisées, les revues rétrospectives de 1889 laissent un large champ

aux études du même genre que l'on voudrait reprendre en 1900. Dans le domaine des beaux-arts, par exemple, il sera facile de dégager les caractères principaux du mouvement artistique qui se poursuit à l'heure actuelle et d'opposer, en quelques œuvres essentielles, l'art de la seconde moitié du siècle à l'art romantique ainsi qu'à l'art classique. Dans le domaine de la science, de l'industrie, de l'agriculture, le rapprochement entre les procédés, les méthodes et les produits, à l'origine et au terme de la période centennale, fournira les renseignements les plus précieux et éveillera en même temps l'attraction la plus puissante. Toutes les branches de l'activité humaine tireront un égal profit de ce bilan d'où se dégageront les conditions matérielles et morales de la vie contemporaine.

« L'exposition de 1900 constituera la synthèse, déterminera la philosophie du dix-neuvième siècle.

« Il vous paraîtra sans doute, monsieur le Président, ainsi qu'à moi, nécessaire de préparer, dès maintenant, cette œuvre grandiose et d'annoncer officiellement aux artistes, aux savants, aux industriels, aux agriculteurs, que la prochaine exposition universelle instituée par la France aura lieu en 1900. D'ailleurs, le succès même de l'exposition précédente, la conservation des palais du Champ de Mars et l'expérience des difficultés extrêmes qu'il a fallu surmonter pour achever, en 1889, l'œuvre commencée dès 1884, rendent indispensable une longue période d'études et de travaux pour permettre à la France de clore, par un triomphe pacifique, le siècle qu'elle a inauguré en organisant les premières expositions nationales.

« Si vous voulez bien donner à ma proposition votre haute approbation, j'ai l'honneur, monsieur le Président, de vous prier de vouloir bien revêtir de votre signature le projet de décret ci-joint.

« Veuillez agréer, monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

« Le ministre du commerce et de l'industrie.

« JULES ROCHE »

Le Président de la République française,
Sur le rapport du ministre du commerce et de l'industrie,

Décète :

Art. 1^{er}. — Une Exposition universelle des œuvres d'art et des produits industriels ou agricoles s'ouvrira à Paris le 5 mai 1900 et sera close le 31 octobre suivant.

Art. 2. — Le ministre du commerce et de l'industrie est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 13 juillet 1892.

CARNOT.

Par le Président de la République :

Le ministre du commerce et de l'industrie,

JULES ROCHE.

*
* *

On vient de voir que j'avais eu soin de m'informer où il convenait, si la publication du récit que je viens de faire pouvait offrir quelque inconvénient; on n'en a vu aucun, tout au contraire.

C'est donc en toute assurance et rectitude qu'est publié cet opuscule, historique fidèle du chemin fait par une simple pensée, éclos dans un sentiment de patriotique espérance, et dont je souhaite de voir la réalisation.

L'Exposition de 1900, placée au seuil de l'année 1901, si même elle ne le franchit pas un peu, pour inaugurer dignement le vingtième siècle, cette ère dont les savants et les philosophes prophétisent la grandeur, sera, pour l'humanité une brillante apothéose du passé, une magnifique manifestation des forces vives du présent, un éclatant triomphe du libre travail, en même temps que pour l'avenir, un gage assuré de paix.

D.-A. CASALONGA

